

1996-1997

MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE



l'AVENIR DES REPUBLIQUES MUSULMANES D'EX-URSS

Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan, Kirghizistan,
Kazakhstan, Azerbaïdjan.

RESUME

Issues de l'ex-empire soviétique, ces jeunes républiques sont caractérisées par des luttes ethniques sanglantes, des réserves de gaz ou de pétroles très importantes et une position géographique propice aux luttes d'influence. Beaucoup de pays ont des intérêts dans la région mais les USA sont prépondérant d'un point de vue économique, or la stabilité de cet endroit du monde résultera du dynamisme économique de l'ensemble des pays occidentaux.

CDTGUILLEMIN
C6

TABLE DES MATIERES

1- SITUATION GEOGRAPHIQUE ,ETHNIQUE ET ECONOMIQUE

2- BILAN DES INDEPENDANCES

3-LE PETROLE: UN PROBLEME PLUS GEOPOLITIQUE
QU'ECONOMIQUE.

4- BILAN DES INFLUENCES REGIONALES

5- CONCLUSION

PREAMBULE

Ce qui s'est passé à l'est au tournant des années 80 et 90 fut une révolution. Egale en ampleur et de même portée que celle de 1917, elle a littéralement inversé le cours de l'histoire tel qu'on le connaissait depuis lors. D'un seul coup, la scène internationale a changé de visage et toutes les données sur lesquelles s'appuyaient les relations entre les puissances sont devenues obsolètes. Une nouvelle donne géopolitique émerge et le monde autrefois bipolaire, voit la création de zones économiques potentielles dans lesquelles les rapports de forces ne sont pas bien établis. Il manque encore, au moyen orient et en Asie par exemple, des alliances, des volontés politiques, des puissances régionales équilibrées entre elles permettant la stabilité nécessaire au développement des échanges et à la création de pôles économiques importants. Inhibée pendant 50 ans de guerre froide, l'analyse géopolitique retrouve une importance considérable et particulièrement en Europe où la construction d'une union politique fait rechercher de nouveaux partenaires économiques à travers le monde. Après la chute du communisme, le capitalisme a entraîné les sociétés vers la mondialisation des échanges de toutes natures. Ce phénomène a entraîné deux réactions de la part des pays industrialisés: la nécessité de réglementer le commerce(accords du GATT puis Organisation Mondiale du Commerce), d'une part, puis de stabiliser politiquement les zones dans lesquelles des puissances économiques peuvent émerger. L'analyse géopolitique a donc pour but d'essayer d'entrevoir la construction de ces zones en faisant ressortir les facteurs pouvant présenter un risque pour leur stabilité. Chaque pays est donc étudié dans suivant la place et le rôle qu'il pourra jouer dans une région déterminée.

Au sud de l'ancienne Union Soviétique, la carte politique de l'Asie a elle aussi été bouleversée. La naissance d'états indépendants à la place des anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale a remis en cause plusieurs siècles de la colonisation européenne et de nouvelles lignes de partage surgissent qui laissent prévoir les futurs conflits de puissance et d'influence.

INTRODUCTION

Les républiques musulmanes de l'ex-URSS sont le théâtre de guerres civiles désolantes, résultat des découpages géographiques et des déplacements de population opérés à l'époque stalinienne. Cette région constitue une zone stratégique importante où s'entrechoquent l'Asie (la Chine), la Russie, le Moyen-Orient et dans laquelle les ressources pétrolières et gazières attirent l'attention des pays occidentaux.

Il s'agit de déterminer les facteurs permettant de conduire à la stabilité politique régionale condition sine qua non à l'établissement d'un commerce fondé essentiellement sur l'extraction des ressources minières. Comme souvent de part le monde, il est nécessaire qu'une puissance régionale s'affirme et impose des règles qui ne soient pas uniquement dictées par des considérations économiques et le monopole américain. L'Europe doit donc intervenir au plan économique de façon à faire contre poids aux Etats Unis en permettant à ces pays de se développer.

Cette étude analysera rapidement les jeunes républiques en faisant le bilan des indépendances puis des influences régionales pour tenter de dégager une voie possible conduisant à cette stabilité nécessaire.

1- SITUATION GEOGRAPHIQUE, ETHNIQUE ET ECONOMIQUE

Cette courte présentation a pour but de faire ressortir les points particuliers caractérisant chaque pays. L'annexe offre une carte permettant d'observer la disposition des pays autour de la mer Caspienne, zone stratégique en raison des gisements de pétrole.

1-a l'AZERBAÏDJAN

A l'est de la transcaucasie et s'ouvrant largement sur la mer Caspienne, l'Azerbaïdjan (86600km²) s'étend, au nord, sur la partie orientale du Caucase (4480m), au sud-ouest sur les montagnes dites du petit Caucase (3724), et, entre les deux, sur une large plaine où se trouve l'essentiel de la population. Aucune barrière de relief ne le sépare de l'Iran, les autres pays qui l'entourent sont: l'Arménie, la Géorgie et la Russie.

Population: Le peuplement actuel de la république d'Azerbaïdjan est complexe: sur 7 millions d'habitants au total, les azéris sont 5,8 millions, les russes 392000, les avars 44000, les ukrainiens 32000 et les juifs 30000. De plus l'Azerbaïdjan compte une république autonome, le Nakhichevan (293875 habitants regroupés sur 5500km²), mais celle-ci est une enclave sur le territoire de l'Arménie et séparée du territoire azéri par un couloir de plusieurs dizaines de kilomètres. Pour encore compliquer la situation le Haut-Karabakh, région autonome (considéré par les azéris comme le berceau de leur nation), est peuplé en majorité d'arméniens, mais il est séparé de l'Arménie par le couloir de Lachin.

Les azéris parlent une langue proche de l'osmali parlé en Turquie, cependant, l'influence iranienne est traditionnellement importante, en particulier sur le plan culturel et religieux: les azéris sont majoritairement (à 70%) musulmans, de rite chiite. Il est à noter toutefois que l'islam azéri se distingue de celui de l'Iran par l'absence de clergé structuré et hiérarchisé.

La démographie demeure relativement élevée, le niveau de vie y est très bas.

Economie: L'Azerbaïdjan possède 4 atouts économiques importants. D'une part les gisements de pétrole encore non exploités semblent considérables et attirent les firmes occidentales. Cet atout est complété par l'existence d'une importante industrie chimique développée au temps de l'URSS. D'autre part, le caviar, très réputé, constitue un produit à haute valeur ajoutée. Troisième atout, la façade maritime sur la mer Caspienne joue un rôle majeur dans l'économie et dans les représentations d'un pays qui vit dans la mémoire d'avoir été la république la plus nantie de l'URSS. Enfin, l'Azerbaïdjan possède une agriculture diversifiée grâce à un climat favorable (vignoble, coton)

1-b L'OUZBEKISTAN

L'Ouzbékistan est une création artificielle de l'époque stalinienne. Entouré par l'Afghanistan, le Kazakhstan, le Turkménistan, le Kirghizistan, c'est surtout avec le Tadjikistan que la frontière est compliquée. En effet, celle-ci recoupe perpendiculairement certaines chaînes et, plus grave, certaines grandes vallées qui se trouvent ainsi dépendre selon les tronçons soit d'une république soit d'une autre. De surcroît, des enclaves tadjik se trouvent en territoire ouzbek.

L'Ouzbékistan est le seul pays au monde qui soit doublement enclavé, c'est à dire séparé de la mer par au moins deux états souverains. D'où une possible tentation de faire sauter au moins une frontière (celle avec le Tadjikistan). De plus tous les fleuves (vitaux pour l'irrigation) qui baignent le pays prennent leur sources à l'extérieur ce qui fait de l'eau un facteur stratégique.

Politique: il y a aujourd'hui une forte identité nationale ouzbek malgré le découpage stalinien. L'état central est incontesté et tenu par les apparatchiks de l'ancien parti communiste. L'opposition fondamentaliste islamiste est relativement forte à la périphérie mais absente au centre et le clergé officiel subit la double pression du gouvernement et des fondamentalistes.

L'Ouzbékistan aspire donc à devenir la grande puissance régionale d'Asie centrale. Ses vues sur le Tadjikistan se concrétiseront peut-être le jour où il aura réussi à mettre sur pied une armée nationale. Cette volonté de devenir une puissance régionale explique que l'Ouzbékistan ne cherche pas, au contraire de l'Azerbaïdjan, à monter dans le train turc. Les relations avec Ankara restent distantes.

1-c LE TADJIKISTAN

Le Tadjikistan est une petite république (143000 km² pour 5,4 millions d'habitants) qui fût incluse en 1925 dans l'Ouzbékistan avant d'être incorporée à l'URSS en 1929. Le peuple tadjik s'étend au nord et au sud puisqu'il forme une notable partie du peuple afghan et les deux tiers de la population du Tadjikistan. En outre, le tracé de la frontière avec l'Ouzbékistan est très compliqué ainsi que les mélanges ethniques. Le faible enracinement historique de l'entité tadjik, la diversité ethnique et la

compartimentation géographique expliquent que la clé du jeu politique est le « localisme ». C'est à dire la loyauté envers la région.

Une caractéristique du pays est la force de l'islam. Le clergé officiel s'est allié au parti fondamentaliste dans l'opposition politique.

La longue frontière avec l'Afghanistan (frontière très perméable qui induit une certaine « afghanisation de la région », l'absence d'armée centrale nationale (présence d'une division russe) ont pour effet de faire perdre à ce petit pays les signes de sa souveraineté.

L'effondrement du Tadjikistan profiterait sans aucun doute à l'Ouzbékistan. Mais depuis le retour des communistes en 1994 le Tadjikistan est dans les faits un protectorat ouzbek.

1-d LE TURKMENISTAN

Etat musulman d'Asie centrale, ex-république soviétique, le Turkménistan qui s'étend de la mer Caspienne, à l'ouest, à la vallée de l'Amou Daria, à l'est est surtout formé de plaines arides bordées au sud par une série d'oasis alimentés par des cours d'eau qui descendent vers la frontière avec l'Iran. Sa frontière avec l'Iran s'étend sur 1000km, il est entouré également par le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, et le Tadjikistan.

Population: le Turkménistan est sans doute la république la plus homogène et la moins artificielle d'Asie centrale Ses 4 millions d'habitants sont composés à plus de 72% de turkmènes (9% de russes et 9% d'ouzbeks). Les turkmènes sont sunnites s'opposant ainsi (et historiquement) au iranien chiïtes.

Economie: le Turkménistan est le deuxième producteur de gaz de la C.E.I. L'Iran est le débouché naturel de l'économie turkmène grâce à son réseau de communication très développé. L'importance de ses ressources en gaz en fait un partenaire recherché par les pays européens..

Politique: dans toute l'ex-URSS, c'est au Turkménistan que le retour à un système de parti unique et de culte de la personnalité est le plus frappant. Le président Saparmourad Nyazov règne selon le plus pur style brèjnévien. La menace, vue du Turkménistan n'est donc ni le fondamentaliste islamique, ni l'hégémonisme ouzbek, mais bien le libéralisme russe, lequel risque d'encourager la contestation démocratique. La stratégie turkmène consiste à jouer des rivalités entre les états voisins pour éviter l'ingérence dans ses affaires intérieures.

1-d LE KIRGHIZISTAN

Le Kirghizistan est un pays montagneux mais entre ces chaînes orientées est-ouest se trouvent, dans les vallées, des chapelets d'oasis, qui sont aussi des passages séculaires entre les deux Turkestan, le « russe » et le « chinois ». La frontière avec la Chine est montagneuse mais il n'en va pas de même en ce qui concerne les frontières avec le Kazakhstan, avec l'Ouzbékistan et avec le Tadjikistan.

Population: les kirghize, quoique majoritaire, se sentent donc minoré sur le plan politique et économique au profit des russes et des ouzbeks. Les problèmes ethniques sont de surcroît exacerbés par la privatisation, plus avancée que dans le reste de l'Asie centrale. Les kirghizes craignent d'être dépossédés par les ouzbeks, plus riches qu'eux.

L'islam ne joue guère de rôle dans la vie politique. En fait, c'est parmi les ouzbeks que la pratique religieuse y est la plus forte

Politique: comme au Kazakhstan, les élites russifiées sont amenées à tenir un discours nationaliste, faute de disposer d'une autre légitimité. La réalité est que ce sont les anciens apparatchiks qui contrôlent le parlement et donc la vie politique.

Le Kirghizistan est sur la défensive face à un risque de confrontation avec l'Ouzbékistan au sujet de la ville d'Osh, et face à la Chine qui n'a jamais admis la perte de la région du lac Issyk-Koul, qu'elle contrôlait au XVIII^e siècle. L'armée reste composée d'officiers russes, fidèles à Moscou, et de soldats kirghizes. La marge de manoeuvre du Kirghizistan indépendant est donc faible.

1-e LE KAZAKHSTAN

L'immense territoire du Kazakhstan, tel que l'ont délimité dans le cadre de l'Union soviétique les frontières décidées par Staline, dans les années 20, s'étend sur près de 2800 km d'ouest en est, depuis les côtes septentrionales de la Caspienne et les abords de la Volga à l'ouest jusqu'au grandes chaînes de montagnes de l'altai et de l'Ala Taou de Dzungarie à l'est. Dans le sens nord-sud, des frontières de la Russie jusqu'à celle des de l'Ouzbékistan, le Kazakhstan s'étend sur plus de 1600 km. Ce territoire, couvert en grande partie de steppes plus ou moins sèche, comprend de grands lacs comme le lac Balkach, alimenté par les fleuves qui descendent des montagnes méridionales, et la mer d'Aral qui s'est en grande partie asséchée à cause de l'irrigation intensive.

Population: le Kazakhstan est la seule république issue de la dissolution de l'Union soviétique où la nationalité autochtone, les kazakhs ne constitue que la majorité relative de la population(39,7% de kazakhs, 37,8% de russes, le reste étant formé de musulmans et d'autres européens). Le nord est du pays est à majorité russes et même si l'accroissement démographique des kazakhs est supérieur à celui des russes cela ne changera rien à la répartition géographique. La survie du Kazakhstan en tant qu'état dépend donc avant tout de la bonne entente entre les deux populations, »musulmane «(essentiellement kazakh) et « européenne » (essentiellement russe).

Economie: le Kazakhstan dispose de ressources minière très prometteuse

Politique: hormis ses ressources le pays dispose d'atouts stratégiques considérables: armes nucléaires, base spatiale de baykonyr, armée conventionnelle de 200000 hommes.

Si le Kazakhstan apparaît comme une fiction, il s'efforce de développer une politique étrangère originale, tout entière orientée vers la recherche de partenaires économiques. En effet, un développement économique sans commune mesure avec la fédération de Russie pourrait convaincre la population russophone de jouer la carte du Kazakhstan et non celle du rattachement à la Russie. Le Kazakhstan se détourne donc de l'Asie centrale et du moyen orient(reniant ses identités musulmanes et turques). L'idée est d'attirer les investissements étrangers et de jouer un rôle de plaque tournante entre l'Europe et l'Extrême-Orient.

Ses relations avec la Chine sont, néanmoins complexes à cause des revendications territoriales de celle-ci sur la haute vallée de l'Irtych et sur la région du lac de Balkach. Cependant, une désintégration du Kazakhstan risquerait de créer un nouveau face à face entre russes et chinois.

2 BILAN DES INDEPENDANCES

Ce qui caractérise le plus l'indépendance de ces jeunes républiques est, sans doute, les difficultés qu'elles ont encore à se détacher de Moscou, malgré la rapidité et la facilité avec laquelle elle ont accédé à l'autonomie. L'indépendance de ces pays a donné lieu essentiellement à une instabilité politique ainsi qu'à des conflits inter-ethniques difficiles à résoudre.

La revendication arménienne de rattachement du Haut-Karabakh à l'Arménie mit le feu au poudre. A partir de 1988, l'Azerbaïdjan, que la péréstroïka semblait ne pas concerner, connut une radicalisation rapide et désordonnée. La fuite des azéris d'Arménie, le massacre de dizaines d'arméniens dans la banlieue de Bakou entraînèrent l'intervention militaire et meurtrière de l'URSS. Il faut attendre le coup d'état manqué à Moscou pour aboutir le 29 août 1991 au vote par le parlement d'Azerbaïdjan d'une déclaration rétablissant l'indépendance étatique du pays. Le président Heïdar Aliev est sorti vainqueur en octobre 1994 d'une grave crise l'opposant aux partisans de Moscou qui demandaient sa destitution et l'avenir économique du pays semble assuré grâce à ses richesses potentielles mais la question du Haut-Karabakh reste un handicap majeur. Par ailleurs, bien que le processus de latinisation de l'écriture soit en bonne voie, ne serait-ce que pour permettre de lire la presse de Turquie, l'Azerbaïdjan, encore mal assuré dans son identité, acceptera-t-il que s'installe une forte hégémonie culturelle turque? Ne sera-t-il pas alors tenté de trouver dans le chiïsme une façon de se distinguer du « grand frère ». L'exemple de l'Azerbaïdjan à la recherche d'identité n'est pas unique et plus généralement, en Asie centrale, les élites dirigeantes ne se sont habituées que tardivement à l'indépendance acquise en 1991

Les réformes du président soviétique Mikhaïl Gorbatchev n'avaient que partiellement renouvelé la nomenklatura des années 80. La montée des mouvements d'opposition qui, comme au Tadjikistan, menaçaient de déboucher sur une guerre civile, et les affrontements interethniques de Osh, au Kirghizistan, pointaient clairement les dangers d'une déstabilisation régionale. Il est tout à fait significatif que le Kazakhstan ait été la dernière République à proclamer sa souveraineté. Les Républiques d'Asie centrale n'ont pas obtenu leur indépendance au terme d'une lutte de "libération nationale". Leurs dirigeants n'avaient pas d'autre choix et ont immédiatement plaidé pour une étroite coopération régionale post-soviétique. Ils ont rejoint la Communauté d'Etats indépendants (CEI) sans exiger le retrait des troupes russes stationnées sur leur territoire. Tout au contraire. Ne disposant pas d'armées nationales, les Républiques d'Asie centrale se sont appuyées sur les gardes-frontières russes pour protéger leurs " frontières extérieures ". Moscou ne partageait pas les mêmes objectifs. La Russie n'a pas perpétué la tradition soviétique d'assistance à ses Républiques méridionales. Après l'effondrement de la production industrielle, le centre fédéral ne pouvait plus faire face aux besoins de consommation du marché centre-asiatique. Incapables d'aménager un nouveau système de défense sur leur frontière commune avec l'Asie centrale, les dirigeants russes ont cherché à maintenir le dispositif militaire soviétique tout en préservant leur sphère d'influence.

La dépendance économique des Républiques d'Asie centrale à l'égard de la Russie est du même ordre. Afin de briser leur enclavement territorial et d'atteindre les marchés internationaux, elles doivent nécessairement utiliser les réseaux de transport russes. Malgré tout, hormis le Kazakhstan, la Russie ne s'intéresse que très peu à l'Asie centrale. Au sein de la CEI, les stratèges russes accordent plus d'importance aux Républiques slaves et à la Transcaucasie. L'union douanière proposée par le président Eltsine au printemps 1996 était liée à des considérations électoralistes, beaucoup plus qu'à une réelle volonté d'intégration. Seuls le Kazakhstan et le Kirghizistan ont répondu à cet appel. Depuis, les milieux officiels ont déchanté et critiquent, *mezza voce*, les termes de l'accord. L'ouverture politique de l'Asie centrale a redonné vie à l'Organisation de coopération économique (OCE) formée en 1985 par la Turquie, l'Iran et le Pakistan. En 1992, sept nouveaux membres sont venus rejoindre l'OCE, qui couvre ainsi une zone de 7,9 millions de km² et 270 millions d'habitants. L'Asie centrale et la Turquie se verraient bien récupérer une partie du fret commercial centre-asiatique grâce à leurs infrastructures jugées moins onéreuses. Pourtant, l'OCE est confrontée à de nombreux périls. Les conflits qui font rage en Afghanistan, au Tadjikistan et dans le Caucase ainsi que la lutte d'influence que se livrent Ankara, Téhéran et Islamabad en Asie centrale freinent la stabilisation régionale. En dépit de leur chute constante en volume, la moitié des échanges commerciaux de l'Asie centrale s'effectuent encore avec des pays membres de la CEI. Les autorités régionales s'efforcent de tisser de nouveaux liens commerciaux avec l'union européenne, la Chine et le Japon. Il en va de même avec les grandes firmes nord-américaines qui sont impliquées dans de grands projets. C'est le cas de Chevron, solidement implanté dans le bassin pétrolier de Tengiz, au Kazakhstan, et de Newmont Gold qui prospecte dans les régions aurifères d'Ouzbékistan. Les intérêts économiques des Etats-Unis sont relayés par un nouvel activisme géopolitique. Le soutien tacite de Washington aux talibans afghans illustre, au même titre que le don au Kazakhstan de six patrouilleurs qui formeront le noyau de sa nouvelle flotte de la mer Caspienne. Le bilan des tentatives d'intégration régionale est mitigé.

En guerre civile depuis 1992, le Tadjikistan, avec son économie en ruine et la présence de 25 000 soldats russes sur son territoire, reste un cas à part. Au Turkménistan, le président Separmourad Niazov, le Turkmenbachi [chef des Turkmènes], a déclaré la neutralité de son pays et refuse de participer à tout forum régional. Cela ne l'a pas empêché de soutenir ouvertement les talibans en échange de la construction d'un oléoduc pour acheminer le gaz turkmène vers les ports pakistanais, via l'Afghanistan. Le Kazakhstan, le Kirghizistan et l'Ouzbékistan ont opté pour une plus étroite coopération régionale. Les " bataillons de la paix " formés récemment avec des soldats des trois Républiques en sont le fer de lance. Basés au Kazakhstan, ils pourront intervenir dans des opérations de paix au Tadjikistan. A cette occasion, le ministre kirghize des affaires étrangères, Mme Rosa Otunbayeva, n'a pas caché que les Républiques d'Asie centrale cherchaient des options militaires hors de la CEI pour obtenir de " réelles garanties de sécurité nationale. " Rivalités asiatiques Les divisions internes parmi les nouveaux Etats d'Asie centrale entravent la coopération interrégionale. Avec ses 34 % de population russe, le Kazakhstan aura le plus grand mal à devenir un véritable pôle d'intégration. L'Ouzbékistan, l'autre candidat au leadership régional, est redouté par ses voisins en raison de sa

domination séculaire de l'Asie centrale. En outre, il est difficile d'imaginer une union économique viable entre des partenaires qui exportent tous des matières premières et importent tous des biens de consommation et des produits finis.

Après cinq années d'indépendance, l'Asie centrale reste divisée en plusieurs zones d'influence. La permanence des troupes russes permet à Moscou d'y renforcer sa mainmise politique. L'Iran, le Pakistan, les géants asiatiques ainsi que les Etats-Unis et l'Allemagne se disputent d'ores et déjà les marchés locaux. Mais, la coopération interrégionale risque d'être supplantée par la rivalité des dirigeants républicains et l'extension des foyers de tension limitrophes.

3 Le pétrole: un problème plus géopolitique qu'économique

Selon M. Niazov(président du Turkménistan)), l'Azerbaïdjan a vendu à des firmes occidentales le droit d'exploiter des champs pétrolifères appartenant au Turkménistan. Ashkabad réclame ainsi deux des trois, gisements - ceux d'Azéri et de Cirag - concernés par le contrat de 8 milliards de dollars conclu par Bakou avec un consortium occidental. Toutefois, le président turkmène ne se contente pas d'amuser la galerie : il a fait pression - avec succès - pour que Moscou annule le contrat signé par deux compagnies pétrolières russes avec l'Azerbaïdjan pour l'exploitation du champ pétrolifère de Kyapaz, dont le Turkménistan revendique la propriété. La controverse entre Turkmènes et Azerbaïdjanais n'est pas la seule. Le Kazakhstan a fait part de ses préoccupations après l'offre présentée par la Russie pour développer l'exploitation d'une région de la mer Caspienne qu'il considère comme sienne.

3.1 L'exploitation de la mer Caspienne

L'incertitude des contrats en cours tient également au statut de la mer Caspienne elle-même. La Russie, l'Iran et le Turkménistan se sont mis d'accord pour fixer la limite de leurs eaux territoriales à 45 milles, avec des droits exclusifs d'exploitation, la zone centrale étant gérée en commun par les cinq Etats littoraux. Mais l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan rejettent cette proposition, exigeant que l'ensemble de la Caspienne soit divisé entre les pays. Il faut dire que les quantités exactes de pétrole et de gaz recelées par cette mer sont inconnues. Selon certaines sources, elles se situeraient entre 10 milliards et 40 milliards de barils de pétrole, soit entre 1 % et 4 % des réserves mondiales - contre 65 % dans le golfe Persique. En revanche, à en croire les estimations américaines, les réserves de la mer Caspienne se monteraient à 200 milliards de barils. Les seuls gisements d'Azéri, de Gunesli et de Cirag représenteraient de 3 milliards à 5 milliards de barils. Celui de Tengviz, au Kazakhstan, un entreprise mixte entre le gouvernement et la compagnie américaine Chevron, contiendrait pour sa part de 6 milliards à 9 milliards de barils. Malgré les sources russes qui doutent qu'il y ait encore beaucoup de pétrole dans la mer Caspienne, faisant valoir que les chiffres actuels, datant des années 80, sont en fait exagérés, On comprend l'intérêt stratégique de la région considéré du point de vue américain.

Cependant la grande différence avec le golfe Persique est le coût de production du baril de pétrole : 4 à 5 dollars contre moins de 1 dollar au Koweït. Cette différence s'explique par le prix du transport.

3.2 L'acheminement du pétrole

En effet, principaux obstacles pour l'exportation du pétrole de la mer Caspienne : les gisements pétrolifères sont situés loin de toute mer ouverte, et les systèmes d'oléoducs ne sont pas adaptés. Le contrat de 20 milliards de dollars conclu par Chevron avec le Kazakhstan pour l'exploitation du champ pétrolifère de

Tenguiz l'a bien montré. Les premières livraisons de pétrole (80 000 barils par jour) suivront deux tracés : de Bakou au port russe de Novorossiisk, via les zones peuplées de Lesghines de l'Azerbaïdjan et du Daghestan ainsi que Grozny ; de Bakou au port géorgien de Soupsa, en passant également par des zones de conflits, tout d'abord en Azerbaïdjan, non loin de la ligne de feu avec le Karabakh, et ensuite dans l'ouest de la Géorgie, près de l'Abkhazie et de l'Adjarie, deux régions qui échappent au contrôle de Tbilissi. Une fois parvenu à la mer Noire, le pétrole doit être embarqué afin de franchir les détroits de Turquie, déjà saturés de bateaux et menacés de catastrophe écologique. Le problème sera encore plus aigu quand la production pétrolière azerbaïdjanaise atteindra son maximum, soit 700 000 barils par jour. Sans oublier les répercussions des conflits, qui pourraient rendre ce pétrole non compétitif. Si l'or noir de la mer Caspienne devenait trop coûteux et trop incertain, les contrats d'investissements signés pourraient être retardés, voire oubliés. L'industrie pétrolière russe a besoin d'énormes investissements - évalués entre 50 et 70 milliards de dollars - pour stabiliser sa production au cours des prochaines décennies. Pour cela, Moscou devra, lorsqu'elle sera prête à ouvrir son industrie pétrolière, trouver des investisseurs internationaux. Le retour possible de l'Irak sur le marché modifiera également les ressources pétrolières, mais aussi la destination des investissements occidentaux.

3.3 Un problème géopolitique

Mais l'économie compte moins que la géopolitique dans la décision d'exploiter le pétrole du Kazakhstan et de l'Azerbaïdjan et de l'amener, par oléoduc et bateau, jusqu'à la Méditerranée, pour qu'il se déverse sur les marchés européens. D'ailleurs, la plupart des experts pensent que, au cours des deux prochaines décennies, la consommation européenne de pétrole sera stable et que les fournisseurs traditionnels du Golfe et de l'Afrique du Nord suffiront. En revanche, l'Europe aura besoin de quantités supplémentaires de gaz naturel, qui pourraient provenir de Russie, d'Iran ou du Turkménistan. Par ailleurs, l'Asie du Sud représentera un client de taille pour le pétrole de la mer Caspienne. L'incertitude qui règne en Afghanistan bloque enfin un projet d'oléoduc des autorités turkmènes avec les compagnies Unocal (Etats-Unis) et Delta (Arabie saoudite), concernant un oléoduc qui relierait le Turkménistan au Pakistan par l'Afghanistan. Des négociations sont en cours pour la construction d'un oléoduc entre le Kazakhstan et la Chine, estimé à 3,5 milliards de dollars. Simultanément, on envisage une solution moins coûteuse permettant au Kazakhstan d'exporter son pétrole vers l'Asie orientale, via l'Iran. Des compagnies françaises ont aussi placé leurs pions sur la carte de la Caspienne. Total a obtenu 20 % du champ pétrolifère offshore d'Absheron, dont la propriété n'est pas contestée et dont le développement reviendra à 15 milliards de francs français. Total a décroché 10 % du champ de Lenkoran-Shah Deniz, revenu pour 40 % à Elf Aquitaine.

On le voit, l'exploitation des richesses de la Caspienne donne lieu à une lutte d'influence faisant intervenir, outre les pays de la région mais aussi les acteurs occidentaux soucieux d'implanter leurs compagnies et d'affirmer leur rôle politique dans une région très prometteuse. L'intérêt de tous va dans le sens d'une réglementation des marchés, car, Outre le pétrole, le nom de la mer Caspienne a également été associé au caviar et Depuis l'effondrement de l'URSS, le commerce

de ce produit n'est plus contrôlé, et plusieurs groupes s'adonnent sans aucune restriction à la pêche à l'esturgeon. D'où une réduction de 80 % de la production officielle. Et certains craignent que la pollution engendrée par une production pétrolière à plein régime ne condamne à mort l'industrie du caviar.

4 Bilan des influences régionales

La Russie possède un avantage évident par rapport aux autres protagonistes : en effet, une proportion importante de russes vivent dans ces pays depuis la disparition de l'URSS et la plupart des composantes armées sont largement russophone et inféodé à Moscou (par exemple au Kazakhstan). La pression que peut imprimer la Russie à ses partenaire au sein de la CEI est bien réelle.

Deux autres pays se disputent les zones d'influences dans la région: l'Iran et la Turquie. Leur modes d'action sont différents, l'Iran utilisent la fibre religieuse ainsi que ces débouchés sur le Moyen-Orient, la Turquie se sert aussi des rapprochements culturels (la langue) mais surtout de son industrialisation et de ses relations importantes avec le monde occidental.

De ces républiques musulmanes issues de l'URSS une seule l'Ouzbékistan (la plus peuplée) prétend jouer un rôle géopolitique alors que ses ressources naturelles ne présentent pas d'intérêt particulier

Des pays occidentaux les Etats Unis sont de loin les plus présents avec leur compagnie pétrolières mais aussi par le poids politique qu'ils opposent à la Russie. Cependant la position des Etats Unis vis à vis de l'Iran constitue un handicap important dans une région à majorité musulmane. Cet handicap profite déjà aux européens (en particulier à la France) qui investissent progressivement.

La Chine ne joue pas de rôle majeur pour l'instant car son niveau technique n'est pas suffisant pour l'exploitation des ressources pétrolière.

Cependant, aucun protagoniste ne doit être négligé car l'imbroglio religieux, ethnique et géographique présent dans la région peut mettre le feu aux poudres très rapidement.

Aucune puissance ne peut prétendre imposer sa volonté aux autres dans la région, mais l'essor économique très attendu risque d'imposer une hégémonie américaine comme c'est le cas dans beaucoup de régions du monde.

Conclusion

Hélène Carrer d'Hencausse voyait dans ces républiques musulmanes de l'URSS la cause de l'explosion de l'empire soviétique (« l'empire éclaté »). Il en a été tout autrement et, étrangement, ces nouvelles républiques ont proclamé leur indépendance relativement tard et ont adhéré à la CEI presque à l'unisson.

Cependant, il existe bien une poudrière du Caucase et celle-ci ne peut être désamorcé que grâce à une intervention occidentale mesurée qui doit conduire à l'émergence de nouvelles économies autonomes et non uniquement soumises à l'hégémonie de société pétrolières américaines. Dans cette optique la carte turque doit être jouer en priorité par les européens car elle est garante d'une plus grande laïcité et donc de stabilité pour l'avenir. Malheureusement, la Turquie ne fera pas partie du premier élargissement de l'union européenne et cela risque de lui faire perdre du poids dans cette région et par là même une possible avancée des européens.

La France, en autorisant la passation de marché pétrolier entre Total et l'Iran, occupera peut-être une place privilégiée si l'Iran parvient à asseoir une certaine suprématie régionale, mais, la nouvelle volonté de rapprochement de l'Iran avec les Etats-Unis risque une fois de plus de déboucher sur des accord commerciaux et une ouverture accrue. Vers les nouvelles républiques musulmanes autour de la mer Caspienne.

En fait, plus qu'une intervention des instances internationales qui n'apaisera pas les tensions internes, le dynamisme économique occidental sera avant tout garant de stabilité régionale. Il faut en tirer les conséquences.